

La République du Centre, 19 novembre 2013

DÉCRYPTAGE Quand les politiques jouent les lobbys

Il ne se passe pas une semaine sans qu'ils ne montent au front. En cette période de précompagne municipale, les élus de tout bord aiment à tenir les premiers rôles, aux côtés des salariés en grève, les assurant de leur soutien.

Christophe Chaillou, maire PS de Saint-Jean-de-la-Ruelle, est en première ligne. Les difficultés de Fagor-Brandt menacent près de 600 emplois dans sa commune. Alors forcément, l'élu fait la navette entre Saint-Jean-de-la-Ruelle et la rue de Bercy, à Paris, pour défendre les postes. « Je participerai à toute initiative qui pourrait être engagée, avec l'ensemble des partenaires, afin d'obtenir le maintien de l'activité sur la commune », affirme-t-il dans une motion adoptée vendredi en conseil municipal.

De son côté, Jean-Pierre Sueur, sénateur PS, est directement intervenu auprès des ministres et du premier d'entre eux, Jean-Marc Ayrault, pour



SOUTIEN. Samedi, plusieurs élus, dont un fort contingent de communistes, étaient présents pour défendre l'emploi.

le sauvetage d'Alcatel-Lucent à Orléans.

« Nous sommes les VRP du territoire ! »

Posture de circonstance ou appui durable ? « Les politiques sont tous très concernés au départ pour se faire voir. Après, quand il s'agit d'agir, c'est autre chose. » Délé-

gué CFDT et habitué des luttes syndicales, Pascal Bourreau n'est pas tendre avec le milieu politique local. « Dans le cas de Gemalto, certains élus ont réellement pesé, d'autres n'ont fait que semblant. »

Mais quels sont les moyens d'action des hommes politiques ?

« Ensemble, les élus peuvent exercer une pression assez forte. Nous sommes les VRP de notre territoire », avance Charles-Eric Lemaignan, président UMP de l'Agglo. Ce dernier plaide d'ailleurs pour un renforcement des contacts entre élus, quel que soit leur bord politique, dès l'instant qu'il est question d'économie. « L'État, les collectivités, la CCI, les entreprises, les partenaires sociaux, on a l'obligation de bien tous travailler ensemble », réagit Charles-Eric Lemaignan, qui n'a toujours pas digéré le fait d'avoir été « désinvité » au dernier moment, « faute de place », de la réunion sur Fagor, organisée par le cabinet du ministre du Redressement productif. Des places, pourtant, les élus communistes, qui sont de toutes les manifestations pour l'emploi, ont pu observer qu'il y en avait toujours... dans les cortèges ! ■

A. M. et M. B.